

Les voleurs d'eau (bonnes pages*)

Colin Ward

La privatisation de l'eau en Grande-Bretagne

Naturellement, en ville, l'eau courante et les WC arrivèrent bien plus tôt, par peur des épidémies. La grande ville la plus proche, Ipswich, possédait une pléthore de fontaines qui débouchaient dans la rivière Orwell. Son historien raconte que les pauvres de la ville devaient remplir leurs seaux à la rivière ou dans des puits d'arrière-cour : « Il n'est absolument pas surprenant qu'un rapport de 1848 mentionne que « les fondations de la ville sont saturées d'une humidité pestilentielle », ou que vers le milieu du XIX^e siècle Ipswich ait souffert d'un taux de mortalité équivalent à celui de n'importe quelle grande ville anglaise, voire supérieur. Une usine d'élévation d'eau fut construite par l'Ipswich Water Works Company, mais il y eut comparativement peu de foyers qui se raccordèrent aux canalisations publiques, jusqu'à ce que la mairie rachète la firme en 1892. »¹ Notre histoire hydraulique locale reflète celle de la nation. Un réseau de fournisseurs fut monté ; certains sous le contrôle des autorités locales, certains sous celui de compagnies privées dont les dividendes étaient limités de façon statutaire. On construisit lentement (très lentement dans le Suffolk rural) une éthique de l'eau selon laquelle l'eau est un bien commun indispensable, plutôt qu'une marchandise. Depuis le siècle dernier, les *Public Health Acts* reconnaissent et protègent la notion qui veut qu'un accès aisé à l'eau propre constitue un besoin humain fondamental. Ils édictent qu'une maison sans adduction d'eau adéquate est « impropre à l'habitation humaine ».

(*) Traduites de *Reflected in Water : a Crisis of Social Responsibility* (London : Cassell, 1997), à paraître à l'Atelier de création libertaire.

1. Robert Malster, *Ipswich : Town on the Orwell* (Lavenham : Terence Dalton, 1978), p. 71.

Le coût des canalisations souterraines était financé par une taxe publique, que l'entité distributrice ait été possédée par la municipalité ou par une compagnie privée. Les habitants payaient quelques pennies pris sur le loyer ou sur la taxe d'habitation. Pour les familles pauvres, chaque dépense récurrente était un problème, mais la facture d'eau était minime, puisque l'eau est le droit naturel de chacun. Les fermiers, à l'instar des utilisateurs industriels, payaient, eux, un taux commercial pour une alimentation mesurée par un compteur. Le rapport entre la taille d'une localité et le besoin d'eau potable et d'évacuation des eaux usées est direct. L'énorme expansion de la population urbaine s'accompagna de dysenterie, de fièvre typhoïde et de choléra. La nécessité se fit donc sentir de créer des systèmes d'adduction d'eau à grande échelle, ainsi que des stations d'épandage permettant aux systèmes urbains d'assainissement de rejeter des eaux propres. L'esprit du temps fit croire que l'entreprise privée résoudrait la totalité des problèmes humains, et que l'entreprise publique était par nature mauvaise et gaspilleuse. Le résultat fut un crime nouveau : le vol d'eau.

Nigel Morgan, historien de l'une des nouvelles villes industrielles, Preston, a exhumé du journal local de l'année 1844 la preuve de ce crime. Dans un article intitulé *Avertissement aux voleurs d'eau*, on lit ceci :

« Hier, Elizabeth Stubbs a comparu devant les magistrats à la mairie, accusée d'avoir pris de l'eau à l'un des robinets de la Preston Waterworks Company, bien qu'elle n'ait signé avec cette compagnie

aucun contrat l'y autorisant. L'affaire ayant été prouvée à son détriment, elle a été condamnée à une faible amende et aux frais de justice. »

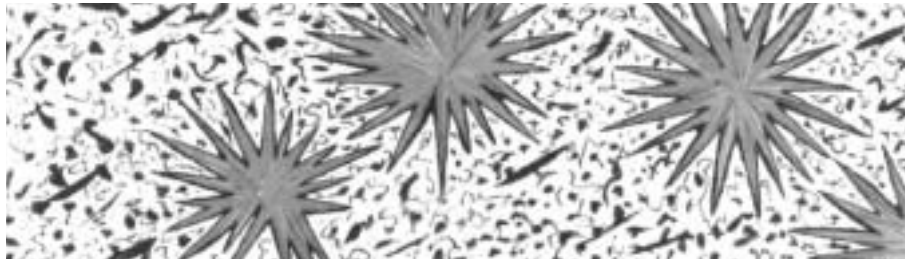
Une autre lettre à la rédaction, signée par *Quelqu'un qui souhaite que l'on supprime la taxe sur l'eau* plaide :

« J'ai eu l'occasion d'aller dans un quartier doté d'un grand nombre de cottages, mais aucun n'avait l'eau courante. "Comment vous procurez-vous de l'eau ?" ai-je demandé dans l'une des maisons à une veuve. "Nous la volons, fut sa réponse. Nous l'obtenons de X..., et nous courons aussi vite que nous pouvons pour ne pas être vues." Voici encore un argument, pensai-je, en faveur d'une eau à bon marché. Des cottages payant un shilling trois pence par semaine de loyer peuvent payer un penny par semaine d'eau ; mais comment peut-on s'attendre à ce qu'ils paient douze shillings par an ? »²

Ce correspondant anonyme a saisi, il y a un siècle et demi, une vérité à laquelle les Britanniques doivent aujourd'hui faire face. Il est absolument dans l'intérêt général que chacun puisse avoir de l'eau potable, quelle que soit sa capacité à payer. A Preston, aux taux de mortalité ahurissants, la solution fut comme à Ipswich que le conseil local racheta la compagnie d'adduction d'eau, qui ne travaillait que pour une minorité. A Liverpool, l'année même qui vit la condamnation d'une voleuse d'eau à Preston, Samuel Holme soutint que « l'eau est aussi indispensable à la santé et au bien-être de l'humanité que l'air que nous respirons, et lorsque l'humanité s'assemble en masses que l'on ne peut compter que par dizaines de milliers, il est essentiel pour la santé publique qu'elle soit abondante. Et non pas vendue à 30% de bénéfice, mais vendue au prix de revient et financée par l'impôt. »³

2. Nigel Morgan, *Deadly Dwellings : The Shocking History of Housing and Public Health in a Lancashire Cotton Town* (Preston : Mullion Books, 1993), p.14.

3. Derek Fraser, *Power and Authority in the Victorian City* (Oxford, 1979), p.145.



Ce fut l'un des problèmes liés à l'eau qui poussa en 1973 le gouvernement britannique à passer le Water Act. Cette loi introduisit ce que l'on crut être une politique cohérente d'adduction et d'assainissement. « En 1974, la réorganisation des autorités locales balaya 100 conseils de l'eau, 50 régies de conseils locaux, 7 comités de l'eau, 27 autorités de bassin, 2 conservatoires de fleuve, 1366 régies d'égouts de conseils locaux et 27 autorités d'assainissement, pour les remplacer par 10 autorités régionales de l'eau couvrant la totalité de l'Angleterre et du Pays de Galles. Les nouvelles autorités régentaient le cycle de l'eau en entier, des barrages d'altitude aux bateaux de déchargement des boues en pleine mer ; des drains terrestres aux collecteurs centraux et du contrôle de la pollution à la prévention des inondations. Les seuls survivants du vieux système furent trente compagnies des eaux, sauvées par les ministres conservateurs. Les nouvelles autorités sont d'étranges identités hybrides, ni industrie nationalisée, ni autorité locale (...). Et derrière elles se tient un National Water Council nommé par les ministres (...). »⁴

Pour qui pensait que les problèmes écologiques de l'eau venaient de la dispersion des contrôles ainsi que du fossé entre gestion des rivières d'un côté, et collecte/assainissement de l'autre, le nouveau système unifié, joint à la perspective d'investissements considérables, représentait une solution idéale. Même les compagnies privées survi-

vantes devinrent des agents statutaires des nouvelles autorités de l'eau.

Les résultats furent cependant décevants : en effet, si, naturellement, le premier acte de tout nouvel organisme public est de se construire un siège social d'une ampleur digne de son statut et de ses responsabilités, son deuxième acte est de reprendre à son compte les grandioses plans d'avenir des organisations qu'il a regroupées. Car planificateurs et prévisionnistes, quel que soit leur domaine d'activité, prédisent inmanquablement que les tendances présentes continueront *ad vitam aeternam*. Fred Pearce donne un exemple éclairant des habitudes pharaoniques de l'industrie de l'eau : « En 1971, près de 14100 millions de litres d'eau sortirent des usines d'épuration d'Angleterre et du Pays de Galles. Ce qui faisait 35% de plus qu'en 1961 et 135% de plus qu'en 1940. Le consensus était à peu près universel : cette tendance continuerait. Peu de planificateurs pensèrent à examiner les usages de l'eau, ses usagers, et s'il était assuré qu'ils continueraient à vouloir plus d'eau (...). Le Water Resources Board, un peu avant qu'il soit dissous en 1974, prédit que la demande d'eau doublerait en l'an 2000. »⁵

Puis la crise du pétrole vint, qui d'abord doubla, puis tripla, le prix du pétrole, et fut suivie d'une récession

4. Fred Pearce, *Watershed : The Water Crisis in Britain* (London : Junction Books, 1982), p.3-4.

5. *Ibid.*, p.15.

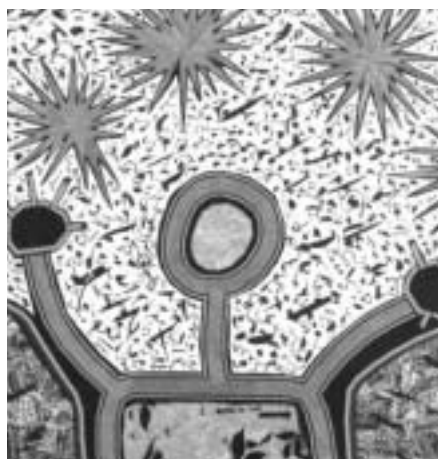
« doublée d'une volonté d'économie qui a tout influencé (...). La demande d'eau de la part de l'industrie a, depuis, baissé chaque année ».

« La plupart des "hommes nouveaux" qui occupèrent des bureaux plus grands et touchèrent des salaires plus élevés au sein des nouvelles autorités régionales étaient les gros bonnets des anciens conseils et des anciennes autorités. Ils avaient apporté leurs idées colossales avec eux. Mais, à peine eurent-ils touché la clé des WC de la direction qu'ils comprirent que les projets dont ils avaient si longtemps rêvé risquaient d'être victimes de la baisse prévue de la demande. Beaucoup d'entre eux refusèrent simplement d'accorder foi aux prévisions. Certains les virent comme une extension de la campagne des écologistes contre les nouveaux barrages. Dans la confusion, un grand nombre de choses furent construites qui auraient pu être évitées. »⁶

Les nouvelles autorités négligèrent la tâche, laborieuse et inintéressante, de réparer la structure victorienne de tuyaux, d'égouts, d'usines d'élévation et de traitement qui tombait en ruine (sans parler des horreurs côtières de la pollution marine). Nul ne saurait blâmer les anciens ingénieurs de n'avoir pas prévu qu'on permettrait à des 38 tonnes de pulvériser des éléments vitaux sous les routes ; mais enfin, chacun sait que le fer rouille ! Puis la caisse se vida. En 1982, l'Etat n'autorisa l'industrie de l'eau à dépenser que la moitié de ce qui avait été

investi en 1974. Lorsque le gouvernement conservateur arriva au pouvoir en 1979, personne ne prévoyait que l'un de ses succès serait de changer la nature de l'eau ; de changer le bien de tous en marchandise.

Dix ans plus tard, comme d'autres nécessités publiques, l'eau fut vendue à un public qui la possédait pourtant déjà. Mais collectivement ! La privatisation de l'eau ne passa pas facilement. Les ministres responsables furent battus à la chambre des Lords, menacés de poursuites par Bruxelles et attaqués par les groupes écologistes au sujet des standards de qualité de l'eau, sans parler du sort des immenses domaines fonciers des anciennes entités⁷. Mais « la vente



des actions, en novembre 1989, fut un succès, au point que les actions furent souscrites 5,7 fois. Pourtant, le montant du bénéfice pour le Trésor s'avéra négatif : 5,3 milliards de livres vinrent de la vente des actions, au coût de la suppression de 5 milliards de livres de dette, d'une injection de 1,6 milliard aux autorités et de 100 millions de frais d'introduction en Bourse, ce qui signifie que l'opération coûta 1,4 milliards de livres à l'Etat. »⁸ Le public consommateur d'eau, c'est-à-dire la totalité des foyers

6. *Ibid.*, p.17.

7. Jane Roberts, David Elliott et Trevor Houghton, *Privatising Electricity : The Politics of Power* (Londres, New York : Bellhaven Press, 1994), p.35. Voir aussi John Ernst, *Whose Utility ? : The Social Impact of Public Utility Privatization and Regulation in Britain* (Buckingham : Open University Press, 1994).

8. Roberts et al., *op. cit.*, p.35.

du pays, ne se rendait probablement pas compte qu'un patrimoine sans prix qu'il possédait avait été vendu. A perte ! Vendu, afin d'obéir à une idéologie gouvernementale transitoire ; mais il en sentit bientôt le résultat. Chaque foyer subit une augmentation des factures d'eau d'en moyenne 67% entre 1989 et 1995, cependant que les profits des compagnies augmentaient en moyenne de 20% par an de 1989 à 1993, les marges passant de 28,7% à 35,6%⁹. Le malaise n'a bien sûr pas diminué devant le déluge de révélations sur les énormes sommes et les stock-options que les dirigeants des compagnies se sont octroyées, sur les désastres financiers provoqués par leurs tentatives de diversification hors de leur branche, et sur le niveau de dépenses d'amélioration du système, bien inférieur à ce que l'on fait croire au public.

On pourrait considérer cela comme normal dans une économie libérale. Mon inquiétude va plutôt vers les pauvres. Un rapport sur les prix de l'eau affirme que dans la zone la plus chère, « la facture d'eau moyenne représente 4,9% du revenu d'un ménage de deux adultes et deux enfants, 7,6% de celui d'un ménage d'un parent et un enfant, et 9,1% de celui d'un retraité ». Il ajoute que « ces chiffres représentent un fardeau financier considérable pour les ménages les moins capables d'absorber des hausses de prix sur des services essentiels »¹⁰. Là où j'habite, les habitants des HLM ne payaient pour l'eau, jadis contrôlée par la même organisation, qu'une faible part de leur loyer. A présent, le conseil local refuse d'être le receveur d'une compagnie privée : la facture d'eau, considérablement augmentée et payable d'avance, est devenue l'une des principales dépenses que les pauvres doivent, d'une manière ou d'une autre, prévoir d'inclure dans leur budget.

Jusqu'en 1988, les personnes qui recevaient des allocations complémentaires de l'Etat avaient leurs factures d'eau payées. Mais lorsqu'on supprima ces allocations, ils durent eux aussi payer leur eau. La privatisation engendra une attitude agressive à l'égard des consommateurs d'eau les plus pauvres. On coupa l'eau à des milliers de ménages, un acte que j'imaginai illégal, comme en Ecosse et en Irlande du Nord. J'avais tort ; un représentant de Thames Water put déclarer à la presse en 1992 : « Nous sommes trop mous, et c'est pour cela que notre taux de coupures va monter. »¹¹ Une poignée de parlementaires menée par Helen Jackson a tenté de faire voter une loi exigeant que les compagnies recouvrent leurs dettes par l'entremise des tribunaux, comme n'importe quel créancier, et non à coups de coupures¹². Lors d'un meeting organisé par Helen Jackson en 1993, John Middleton, directeur de la santé publique de la Sandwell Health Authority, attira l'attention sur l'effondrement de la morale publique depuis les campagnes hygiénistes d'il y a 150 ans : « Les victoriens reconnaissaient au moins le besoin de fournir une eau sûre et saine à chacun, riche ou pauvre. Des coupures d'eau sont une chose que nous ne devrions pas tolérer dans une société civilisée. »¹³ Il ajouta que pendant la période 1991-1992, lors d'une hausse considérable du nombre de coupures dans sa zone, où 1400 ménages en subirent, « les cas d'hépatite et de dysenterie ont été multipliés par dix ».

9. National Consumer Council, *Water Price Controls Review : Key Consumer Concerns* (Londres : NCC, 1994), p.20.

10. *Ibid.*, p.7.

11. *Guardian*, 2 septembre 1992.

12. Hansard (House of Commons Official Report) 25 nov. 1992, 28 jan. 1993, 25 fév. 1994.

13. *Independent*, 29 janvier 1993.

Lorsque la British Medical Association examina le même problème¹⁴, elle affirma qu'il existe un certain nombre de groupes vulnérables pour lesquels la garantie d'une alimentation en eau est vitale, des personnes dont l'état de santé exige un supplément d'eau pour se laver ou pour faire la lessive : par exemple les jeunes enfants et les personnes âgées. Selon une étude minutieuse sur les dettes et les coupures d'eau, « seuls les clients âgés ont un risque faible de dette et donc de coupure », et « en 1994 près de 2 millions de ménages payèrent leur facture en retard et 12 500 subirent une coupure »¹⁵. Personnellement, et hors de toute discussion médicale, je ne sais pas comment je pourrais survivre sans eau, à l'instar je crois de chacun de mes lecteurs. Nous avons tous besoin de boire et de préparer à manger, nous produisons tous des fèces et des urines qu'il faut évacuer, nous avons tous besoin de nous laver. Nous dénier de l'eau revient à nous placer dans la situation de cette femme de Preston mentionnée plus haut, coupable d'avoir volé de l'eau.

Une fontaine d'East Street, à Colchester, sèche à présent, porte l'inscription *With Joy Shall Ye Draw Water*, tu prendras l'eau avec joie. Les Londoniens d'un certain âge se souviennent des innombrables points d'eau pour les humains et les animaux fournis par la Metropolitan Drinking Fountain and Cattle Trough Association¹⁶ : l'eau potable était reconnue comme un droit humain universel et non comme une

marchandise. A Blockey, une arche dans un mur protège le bec d'une source naturelle, et on lit ces mots gravés : *Water From the Living Rock : God's Precious Gift to Man*, eau du rocher vivant : un précieux don de Dieu à l'homme. Elle est appelée la Source Russell, du nom de la famille qui l'installa pour l'usage public un siècle et demi plus tôt « en un temps où sévissait le choléra ». Or, en 1994, la nouvelle Cotswold Water Company déposa une demande de prélèvement auprès de la National Rivers Authority afin d'en embouteiller, et d'en vendre presque 3000 litres par jour¹⁷ ! S'il en fallait un, voilà un exemple parfait de l'endurcissement britannique face à un besoin humain universel.



14 British Medical Association, *Water : A Vital Resource* (London : BMA, 1994), p.16.

15. Alicia Herbert & Elaine Kempson, *Water Debt and Disconnection* (London : Policy Studies Institute, 1995), p. 6, 8.

16. Association pour les fontaines et les abreuvoirs. Ndt.

17. Paul Stokes, « Villagers battle to save spring from the bottle », *Daily Telegraph*, 19 oct. 1994.

Exemples de mutualisation

Le contrôle local de l'eau, là où elle est d'une importance fondamentale pour l'irrigation, a pu être réalisé au moyen d'une myriade de systèmes populaires et mutuels. « L'exemple classique est Bali, où la méthode la plus sophistiquée d'irrigation villageoise existe depuis des siècles. Tous les paysans qui prennent l'eau d'un même cours d'eau sont membres d'une organisation appelée un *sebak*, qui se réunit tous les 35 jours et possède ses propres lois. Cette organisation planifie les dates de plantation, distribue l'eau équitablement et inflige des amendes aux tricheurs. La règle est que chaque 0,35 hectare a droit à un *tektek* d'eau, le *tektek* étant la quantité d'eau qui passe par la largeur de quatre doigts, coupée dans les troncs des cocotiers utilisés pour acheminer l'eau. »¹⁸

Dans les *huertas* de l'Aragon et d'ailleurs, l'eau appartient aux fermiers et aux cultivateurs, petits ou grands, dont elle traverse les terres. Chaque utilisateur d'eau est membre d'une *comunidad de regantes*, qui élit un syndic. La combinaison des syndics de chaque zone constitue le Tribunal des Eaux. Le plus célèbre *Tribunal de las Aguas* est même devenu une attraction touristique à Valence. Il siège tous les jeudis à midi, assis en cercle devant l'une des portes de l'ancienne cathédrale. Huit fermiers, chacun représentant l'un des réseaux de canaux et de drains de 930 hectares, s'assemblent pour juger des infractions ou des disputes, ou pour rationner l'eau en période de pénurie. Pas d'avocats, pas de lois de l'Etat. Tout est verbal, rien n'est enregistré par écrit. Des amendes sont parfois imposées ; elles sont toujours payées. Le tribunal existe sans discontinuité, dit-on, depuis sa fondation par les Maures en 960¹⁹.

En 1936, un complot de généraux

tenta de renverser le gouvernement de Front Populaire à Madrid. Trois gouvernements, en un seul jour, décidèrent de se soumettre aux généraux révoltés. Ils en furent empêchés par une révolution populaire déterminée à résister aux généraux autant qu'à collectiviser l'agriculture et l'industrie. La révolution fut finalement battue, non tant par la victoire de Franco que par la soumission du gouvernement républicain à la politique étrangère de la Russie de Staline.

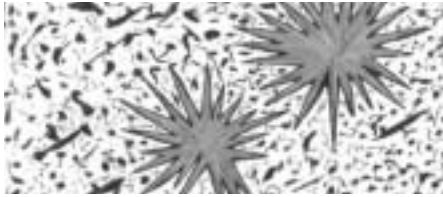
Il existe un certain nombre de descriptions de l'agriculture collectivisée. Un témoignage de première main, par Gaston Leval, en décrit l'effet sur les tribunaux des eaux du Haut-Aragon. Il mentionne l'importance d'institutions comme le tribunal de Valence pour la résolution pacifique des conflits, et ajoute : « Mais de tels litiges disparaissent quand les hommes n'ont plus à se concurrencer et à se battre pour subsister, ou quand la volonté de s'enrichir individuellement ne les domine plus. Dans la région de Fraga, quinze *comunidades de regantes* couvrant les terres de cinq villages se sont dissoutes. La morale de la solidarité a produit ce miracle. L'ancienne pratique a été remplacée par une administration collectiviste unique, qui coordonne partout la distribution de l'eau, et qui projette maintenant d'améliorer la captation et l'utilisation des rivières, particulièrement du Rio Cinca, par des travaux que les villages ne pourraient mener à bien isolément. »²⁰

Leval était sur les lieux, mais, soixante ans plus tard, je pense qu'il avait tort

18. Robin Clarke, *Water : The International Crisis* (London : Earthscan Publications, 1991), p. 160.

19. Victor Fairen-Guillen, *El Tribunal de las Aguas de Valencia y su Proceso* (Valencia : Caja de Ahorros, 1988).

20. Gaston Leval, *Espagne libertaire (36-39)*, Paris, Monde Libertaire, 1983, p.115-116.



d'accueillir avec joie la disparition des tribunaux des eaux. Non pas parce que ni lui, ni les paysans ne pouvaient prévoir que les collectifs allaient être supprimés, avant même la victoire de Franco, par les communistes, mais parce que les *comunidades de regantes* étaient par elles-mêmes un succès de l'autogestion populaire. Si elles furent rétablies lors des premières années, répressives, du régime de Franco, l'Espagne changea par la suite jusqu'à en devenir méconnaissable.

« La véritable révolution espagnole n'est pas la lutte vaincue de 1936-1939, mais la transformation sociale et culturelle amenée par l'industrialisation des années 60 et 70. (...) Même dans certaines zones rurales agricoles du nord-est, le nombre d'agriculteurs diminua à cause du manque d'attrait intrinsèque du mode de vie rural dans une société urbaine, consommatrice et hédoniste. »²¹

Et Fred Pearce, après avoir chanté l'éloge de la survie du tribunal de Valence, continue sombrement :

« Dans la plaine, entre les grands systèmes de canaux, il y a des douzaines de réseaux villageois de moindre échelle (...) et ce n'est que depuis les trente dernières années que le système s'effondre. A Ahin (le mot arabe signifiant source), par exemple, depuis mille ans trois grandes

citernes recueillaient l'eau de source en hiver. En juin, pendant quelques semaines, on ouvrait les citernes et l'eau coulait le long d'un canal d'un kilomètre de long pour irriguer le blé, le maïs, les haricots, les cerisiers et les amandiers de plus d'une centaine de fermiers. Mais depuis les années 60, beaucoup de paysans ont quitté le village, les citernes et les canaux se sont bouchés, les robinets ont été laissés fermés. Et depuis 1970 environ, on ne tient plus les registres du système d'irrigation. »²²

En 1990, l'Espagne commença à subir une longue période de sécheresse prolongée. Les traditionnelles *comunidades de regantes* possédaient des mécanismes complexes de régulation de l'ouverture des écluses ; tant de jours, tant d'heures, selon la quantité d'eau disponible et selon la culture. En période d'extrême sécheresse, le syndic de chaque canal répartissait l'eau, en tentant de sauver la plus grande partie possible des récoltes, parfois donnant la préférence aux cultures qui demandent le plus d'eau, parfois supprimant l'irrigation des cultures qui tiennent le plus longtemps lors des sécheresses, parfois donnant de l'eau à la moitié d'un champ. Bref, les malheurs étaient partagés. Mais dans l'Espagne des années 1990, le gouvernement de Madrid approuva le plan hydrologique national qui prescrit la construction de 272 nouveaux barrages et d'imposants aqueducs pour transférer l'eau du nord humide au sud sec. Ces propositions ont provoqué un conflit, classique, entre ingénieurs et écologistes. « Le ministère a un lobby d'ingénieurs qui a acquis une certaine force d'inertie. Ce lobby continue à appliquer une politique remontant à l'époque de Franco, consistant essentiellement à construire des projets cyclopéens. La contre-proposition de Greenpeace est de regarder du côté de la demande. »²³

21. Stanley G. Payne, *The Franco Regime 1936-1975* (University of Wisconsin Press, 1983), p.107.

22. Fred Pearce, *the Dammed : Rivers, Dams and the Coming World Water Crisis* (London : The Bodley Head, 1992), p.23.

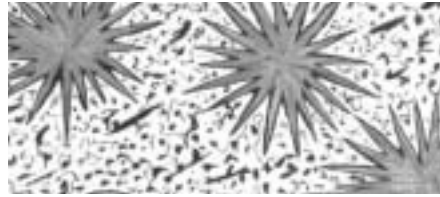
23. John Hooper, « The drain on Spain », citant le directeur de campagne de Greenpeace. *Guardian* 14 juin 1995.

Le contrôle de l'eau

Le fascinant essai sur « l'Eau Sacrée » de Joan Didion nous rappelle que sa région, la côte ouest des États-Unis, est totalement dépendante du réseau démesuré d'ouvrages hydrauliques qu'elle décrit avec admiration. Didion se souvient que, pour elle, un été californien typique se caractérisait par « la toux dans les tuyaux qui signalait que le puits était sec », et les hivers par « les veilles toute la nuit au bord des rivières prêtes à déborder, par la pose des sacs de sable, par la dynamite sur les digues et l'inondation du rez-de-chaussée »²⁴.

Elle considère que l'apparente facilité de la vie en Californie est une illusion, même si elle constate qu'en pratique les besoins sont satisfaits, même si soudain on peut avoir à réserver « de grandes quantités d'eau pour l'électricité, ou pour abaisser la salinité trop élevée du Delta Sacramento-San Joaquin, le point le plus vulnérable écologiquement de tout le système ». En pratique toujours, une pluie inopinée peut rendre superflue la livraison d'une quantité d'eau qui faisait son chemin dans le système depuis deux jours.

Qui va gérer un système aussi infiniment complexe ? Cela exige « de la précision, une coordination prodigieuse, et les efforts d'un grand nombre d'esprits humains conjugués à ceux d'un Univac 418 ». Didion en conclut que « l'eau est importante pour qui n'en dispose pas, ce qui vaut aussi pour le contrôle ». Contrôler l'eau, c'est incontestablement contrôler la vie et les moyens de la gagner, selon un universitaire marxiste, Karl Wittfogel, qui a déployé beaucoup d'efforts et de savoir à étudier ces anciennes civilisations que Marx appelait les « despotismes orientaux ». Wittfogel appartenait aux historiens de l'école de Francfort. Il pensait que sa recherche



éclairerait le destin de l'Union Soviétique. Une des premières victimes du nazisme, il eut la chance de pouvoir émigrer en Amérique où il devint un anti-communiste très actif. Son livre *Oriental Despotism*, publié en 1957, y fut considéré comme l'une des armes de la guerre froide, lancée contre la Russie de Staline²⁵. Son titre était utile, mais il a pourtant affirmé que les appellations « sociétés hydrauliques » ou « civilisations hydrauliques » décrivaient mieux son thème. Le livre développe plusieurs thèses ; la plus importante affirme que les anciens empires, la Chine, l'Égypte, étaient fondés sur le contrôle des eaux des grands fleuves par une large bureaucratie centralisée, déterminant par la même occasion la vie des habitants dépendants de l'agriculture irriguée.

« L'homme a récemment découvert les énergies productives de l'électricité. Il porte à présent à nouveau son attention vers les chutes d'eau. Mais lorsque l'ingénieur du vingtième siècle construit sa centrale électrique là où s'élevait une usine textile, il actualise des forces nouvelles dans un contexte ancien. (...) Ce qui est vrai de la scène industrielle l'est du paysage agricole. Le potentiel hydraulique des régions déficitaires d'eau n'est actualisé que dans des circonstances historiques spécifiques. »

Colin Ward

24. Joan Didion, *The White Album*, London, Weidenfeld and Nicolson 1979., p.59 et suiv.

25. Karl-August Wittfogel, *Le Despotisme oriental*, trad. fr...



André Bernard, *Quatorze vertus cardinales*, 1992.